



CESER Bourgogne Franche-Comté

Séance plénière du 23 Juin 2026

Rapport 2.1 Feuille de route régionale industrie de défense 2026/2030

Déclaration de Dominique Gallet au nom de la CGT

« Si tu veux la paix, prépare la guerre ». Cette maxime si souvent citée a-t-elle vraiment un sens ? Génocide à Gaza, invasion de l'Ukraine, tensions croissantes avec la Chine, conflits en Afrique et au Moyen-Orient...La décennie 2020 marque l'ouverture d'un nouveau cycle d'escalade militaire, provoquant des centaines de milliers de morts et de mutilations à travers le monde.

Les marchands d'armes et parmi eux, Dassault, Thalès, Safran, Naval Group, Airbus Defence et Space, mais aussi sur notre territoire Arquus, Framatome, Dixi Microtechnique ou Thermodyn profitent d'un marché juteux dans lequel les États injectent des centaines de milliards sans réel contrôle démocratique – qui seraient mieux employés à des investissements au service des populations et du droit international. Or seules 6 à 8 % des innovations militaires trouvent un usage civil, or 1 milliard injectés dans l'industrie de la défense c'est 7 000 emplois créés, contre 15 000 dans l'éducation.

Cette feuille de route « Défense » est la traduction d'une forme d'opportunisme contraint du Conseil Régional vis à vis d'un marché qui n'a pas besoin de lui dans les faits. Les grands groupes eux se défontent de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs sous-traitants notamment automobile pour répondre à la casse de l'emploi annoncée. C'est dans ce cadre qu'est sollicité le Conseil Régional pour palier aux défauts du système et mettre à disposition de celui-ci réseau, formations et aides diverses.

Le droit à la paix, à la sécurité et à la liberté de circulation de tout être humain et des populations doit constituer une obligation fondamentale des États et des institutions internationales. La préservation de la planète et de l'humanité implique notamment d'en finir avec l'impérialisme, ses guerres et ses armes nucléaires. L'Organisation des Nations-Unies (ONU) doit reprendre toute sa place et toutes ses responsabilités afin de retrouver sa vocation première qu'est l'établissement du dialogue entre les peuples pour éviter tout conflit armé.

Si nous voulons vraiment la paix, la production et le commerce des armes doivent progressivement disparaître.

Dans ce contexte, la CGT votera contre l'avis.